

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS  
LOCALES

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS  
CLASSÉES  
SK/466

**Arrêté du 5 août 2020  
portant mise en demeure la société PAPETERIE ROSSMANN de respecter les dispositions des  
articles 7.1.1. et 7.3.2. de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2016 pour son site de  
Sainte-Croix-aux-Mines**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,

VU l'arrêté préfectoral du 15 avril 2016 portant autorisation d'exploiter des installations de fabrication de papiers pour carton ondulés à la société Papeterie Rossmann à Sainte-Croix-aux-Mines,

VU le rapport du 20 juillet 2020 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, portant sur la visite d'inspection réalisée le 7 juillet 2020,

Considérant les termes des articles 7.1.1. et 7.3.2. de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2016,

Considérant que lors de l'inspection il a été constaté qu'il n'existe pas de système destiné à isoler les réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur,

Considérant que lors de l'inspection il a été constaté que les zones de confinements ont été revues, par rapport à celles décrites dans le dossier de demande d'autorisation, et que celles retenues ne sont pas de nature à collecter l'ensemble des eaux d'extinction du site,

Considérant que lors de l'inspection il a été constaté que les capacités de confinement prévues par l'arrêté ne sont pas assurées du fait du manque d'entretien des batardeaux existants,

Considérant que lors de l'inspection il a été constaté qu'il n'existe pas de document présentant les mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers,

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup> : La société Papeterie Rossmann dont le siège social est situé à La Vancelle sur la commune de Sélestat (67602), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations de Sainte-Croix-aux-Mines (68160), 6 rue du Moulin, **dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions des articles 7.1.1. et 7.3.2. de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2016 reprises ci-après :

### "Article 7.1.1 – Étude de dangers

*L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.*

*L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.*

### Article 7.3.2 – Confinement

*Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs correspondants sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.*

*L'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie sont confinés afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.*

*La capacité de confinement est de 458 m<sup>3</sup> pour le stockage Sud-Ouest et de 258 m<sup>3</sup> pour le stockage Nord-Ouest. La mise en place de ces capacités de confinement est réalisée dans le délai de 2 ans".*

Article 2 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations Classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Colmar, le 5 août 2020

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

signé

Jean-Claude GENEY

**Délais et voie de recours :**

En vertu de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.